



Bureau des installations et travaux
réglementés pour la protection des
milieux
Affaire suivie par BO
Dossier 2025-6 Med

Marseille,

28 FEV. 2025

**Arrêté Préfectoral portant mise en demeure
à l'encontre de la société Lavéra Energies SNC
pour son installation située sur la commune de Martigues-Lavéra**

Vu le code de l'Environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2000-204/82-1999 A du 23 octobre 2000 autorisant la Société LAVERA ENERGIES SNC à exploiter une unité de cogénération sur le site de MARTIGUES-LAVERA ;

Vu l'arrêté préfectoral n°11-2010 PC du 18 février 2010 portant prescriptions complémentaires à la Société LAVERA ENERGIES SNC à MARTIGUES-LAVERA ;

Vu l'arrêté préfectoral n°15-2012 PC du 8 février 2012 portant prescriptions complémentaires à la société LAVERA ENERGIES dans le cadre de l'exploitation de l'installation de cogénération d'énergie et de vapeur industrielle et eau chaude par combustion de gaz naturel au sein de 2 turbines à combustion sises à MARTIGUES-LAVERA ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 16 décembre 2024 ;

Vu l'avis du sous-préfet d'Istres en date du 10 janvier 2025 ;

Vu la démarche contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite en date du 23 octobre 2024, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'un audit sur la méthodologie d'élaboration des procédures relatives aux interfaces et à leur gestion, entre exploitants de la plate forme de Lavéra ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2 et suivants de l'arrêté préfectoral n°11-2010 PC du 18/02/2010 qui prévoit que l'exploitant doit faire réaliser un tel audit par un organisme indépendant ;

Considérant que cette situation constitue une atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LAVERA ENERGIES SNC de respecter les prescriptions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 -

La société LAVERA ENERGIES SNC, dont le siège social est situé B.P. 13 Avenue du Gros Mourre – Lavera – 13117 Martigues, est mise en demeure de respecter les dispositions :

- de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°11-2010 PC du 18 février 2010, dans un délai de 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté de mise en demeure,
- de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°11-2010 PC du 18 février 2010, dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté de mise en demeure,
- de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°11-2010 PC du 18 février 2010, dans un délai de 16 mois à compter de la date de notification du présent arrêté de mise en demeure.

Article 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 4 - Publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société LAVERA ENERGIES SNC et publié sur le site internet de la préfecture des Bouches du Rhône.

Article 5 – Exécution

Madame la secrétaire générale adjointe de la Préfecture des Bouches-du-Rhône

Monsieur le sous-préfet d'Istres

Monsieur le maire de la commune de Martigues

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

et toutes les autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,
La secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA